

Michel I^{er} a bouclé sa feuille de route

Place au gouvernement le plus original de l'histoire belge

Il aura fallu un marathon de 29 heures de négociations pour arriver à faire passer chez les quatre partis autour de la table leurs dernières réticences. "Je travaille sans arrêt depuis lundi matin. Désolé, mais là, je vais me coucher", confiait hier soir un "suédois" épuisé. Pourtant, Charles Michel rayonnait en sortant de la présidence de la Chambre, là où se tenaient les discussions au finish entre le MR, la N-VA, le CD&V et l'Open VLD. Il avait obtenu l'accord budgétaire du nouveau gouvernement fédéral de centre-droit. Et cette avancée décisive lui a donné, officiellement, les clefs du 16, rue de la Loi.

Le budget, c'était le cœur du problème puisqu'il fallait permettre à la Belgique d'atteindre l'équilibre financier pour 2018. C'est fait. A côté de cet équilibre, il fallait surtout trancher dans toute une série de mesures plus ou moins ambitieuses proposées par les formations "suédoises" ayant un impact positif ou négatif sur les finances publiques : pensions, chômage, fiscalité, etc. Le volet social et le volet emploi avaient déjà été validés lundi. Hier, c'était surtout le dossier hypersensible de la future réforme fiscale qui a été validé.

Pas encore fini

Alors que tout le monde pensait que les négociations allaient être reportées à ce mercredi pour cause d'épuisement des négociateurs et de leurs collaborateurs, les "suédois" ont décidé de donner un dernier coup de collier et de s'obliger à quelques heures supplémentaires de palabres. Manifestement, c'était le bon choix. Un peu avant 19h, les

réseaux sociaux se sont enflammés : il y a un accord de gouvernement.

En fait, oui et non. Disons que l'accord budgétaire global obtenu mardi soir au forceps est décisif. Mais toute la journée de ce mercredi va être consacrée à la troisième relecture de ce qui est toujours un projet d'accord de majorité. "Une série de petits points doivent encore être tranchés. L'accord définitif ne devrait être présenté que jeudi, en principe. Ce n'est pas encore décidé", explique un "suédois".

Toutefois, plus rien ne devrait empêcher la constitution de ce gouvernement complètement atypique : un seul parti francophone y fait face à trois formations flamandes; Charles Michel, 38 ans, devient le plus jeune Premier ministre de l'histoire du pays; la nouvelle majorité compte dans ses rangs les nationalistes flamands de la N-VA... Ce qui semblait impossible il y a quelques semaines est devenu la nouvelle réalité politique.

Pourtant, ces derniers jours, la tension avait été portée à son paroxysme : le président du CD&V, Wouter Beke, avait claqué la porte suite à un conflit ouvert avec les libéraux flamands sur la fiscalité, le dossier Arco, etc. Mais il s'agissait du traditionnel énervement de fin de négociations.

Affaires étrangères pour Reynders

Pour le reste, les "suédois" doivent désormais se répartir les compétences ministérielles selon la clef D'Hondt. Elle permet aux partis de choisir les postes tour à tour en fonction de leur poids politique. Le MR aurait d'ores et déjà verrouillé un maroquin prestigieux : les Affai-

- MR, N-VA, CD&V et Open VLD ont annoncé mardi soir être parvenus à un accord de gouvernement.

- Charles Michel a annoncé qu'il devenait Premier ministre, sans surprise.

- L'âge de la pension va être relevé de 65 à 67 ans.

res étrangères pour Didier Reynders. Il sera vice-Premier ministre. F.C.

L'agenda des prochains jours

Les ministres devraient prêter serment mardi

► Voici le calendrier de la "suédoise" dans les prochains jours.

► **Ce mercredi.** Les négociateurs opéreront une dernière lecture du texte de l'accord avant de l'approuver définitivement, si les choses se déroulent comme prévu.

► **De jeudi à dimanche.** La fin de la semaine et le week-end seront consacrés aux congrès de participation de chacun des quatre partis de la coalition, lesquels doivent approuver l'accord. Pour la N-VA, ce sera jeudi soir, à Anvers.

► **Lundi.** Le premier jour de la semaine est traditionnellement consacré aux bureaux de parti.

► **Mardi.** Le matin, l'ensemble du gouvernement prètera serment entre les mains du Roi, au Palais royal. L'après-midi, le Premier ministre présentera la déclaration de politique générale, à la Chambre.

Histoire de Belgique

Le plus jeune "Premier", mais pas le plus jeune chef de gouvernement

► **Trentenaire.** Né le 21 décembre 1975, Charles Michel sera, sémantiquement parlant, le plus jeune Premier ministre de Belgique. Entendez : depuis que ce terme désigne le chef du gouvernement national/fédéral. Jusqu'à l'avènement du gouvernement de Léon Delacroix après l'Armistice, suite aux sept ans du cabinet Broqueville à Bruxelles puis à S^m-Adresse, on parla de chef du Cabinet.

Comme Premier au sens strict le fils aîné

de Louis Michel bat de quelques mois **Paul-Henri Spaak**. Par contre, si on remonte dans le temps, le bourgmestre bientôt faisant fonction de Wavre n'est que quatrième. Mais connaissant le fougueux libéral, on ne doute pas un instant qu'il fera vite remarquer que ceux qui le précèdent dans ce hit-parade "jeunisme" sont aussi des libéraux ! Le plus jeune de tous fut le chef de la mission belge à la Conférence de Londres, le libéral-social – très "michelien" ça... – **Sylvain Van de Weyer**, très actif de novembre 1830 à février 1831 alors qu'il n'avait que 28 ans (!) et qui reviendrait comme chef du Cabinet juste avant la fin de l'union sacrée entre catholiques et libéraux en 1845-1846.

Cela dit, sous la régence de Surllet de Chokier, un deuxième libéral, **Joseph Lebeau** prit la tête du Cabinet, n'alignant que 37 printemps au compteur... Mais il faut encore en retenir un troisième encore plus jeune : **Jean-Baptiste Nothomb** entré en fonction le 13 avril 1841 n'avait que 36,5 ans. Un Nothomb libéral ? Parfaitement... car dès les débuts de la Belgique indépendante, cette famille de serviteurs de l'Etat joua la carte de l'unionisme contre le péril d'un retour orangiste. Car si on pense surtout à Charles-Ferdinand, icône du PSC qui présida la Chambre et qui fut à de nombreuses reprises ministre, d'autres Nothomb ont servi l'Etat dans la magistrature, dans la diplomatie. **C.Le**

Le capital taxé pour 500 millions, le saut d'index confirmé

Après leur marathon infernal (est-on encore lucide après 29 heures de discussion ?), les négociateurs de l'Open VLD, du MR, du CD&V et de la N-VA n'avaient qu'une seule envie : aller se coucher. Et leurs sherpas n'avaient pas autre chose en tête, même si pour certains d'entre eux, il faudrait encore faire des heures supplémentaires pour préparer la dernière lecture. Les uns et les autres n'étaient donc pas fort disponibles pour commenter les accords scellés au cours de leurs interminables pourparlers. Mais ils ont pu donner les grandes lignes d'un accord qui sera définitivement scellé ce mercredi. Les grandes lignes seulement. Les détails suivront dans les jours qui viennent.

Notamment sur le plan budgétaire. On sait que la confection du budget de l'Etat était la tâche sans doute la plus malaisée. Car la plus lourde. Dame. Pour l'équilibre des comptes publics, les négociateurs devaient dénicher entre 10 et 12 milliards d'euros.

Comment ? D'abord en étalant l'effort dans le temps, histoire de le rendre supportable et de ne pas tuer dans l'œuf une reprise attendue de la croissance économique –laquelle rapporte en retour des rentrées fiscales plus soutenues dans les caisses de l'Etat.

La Belgique s'était engagée à atteindre l'équilibre budgétaire en 2016 vis-à-vis de l'Europe. Le gouvernement "suédois" repousse l'objectif à 2018. La

Commission européenne devrait accepter ce report dès l'instant où des réformes de structures sont initiées sur le marché du travail et au niveau des pensions (lire pages 8-9).

Où porter l'effort ? Principalement dans les dépenses publiques qui épongeront 70 % de l'assainissement. Les recettes sont connues : réduction des effectifs dans la fonction publique, limitation de la hausse des dépenses en soins de santé, etc. Un saut d'index est par ailleurs confirmé, ce qui devrait permettre une économie sur la masse salariale des fonctionnaires et le montant total des allocations sociales – mais aussi de moindres rentrées fiscales et parafiscales.

Un glissement fiscal

Cela veut donc dire que 30 % au moins de l'épure budgétaire comportera des recettes nouvelles. Une taxe sur les opérations boursières est envisagée, ainsi qu'un impôt sur les trusts à l'étranger pour les personnes qui ont placé du capital hors de Belgique. Au bout du compte, le capital devrait être taxé de 500 millions d'euros supplé-

mentaires en Belgique. Une plume que le CD&V, poussé dans le dos pas sa puissante aile gauche, aura à cœur d'accrocher à son chapeau.

Mais ce ne sont pas les seules recettes nouvelles. Il y aura aussi une harmonisation de certains taux de TVA, une hausse des accises, une taxation des in-

tercommunales ainsi qu'un relèvement de la fiscalité verte. Au total, les recettes nouvelles apporteront 3 milliards d'euros.

Les moyens nouveaux serviront pour l'essentiel à équilibrer les comptes publics. Mais pas seulement. Des initiatives nouvelles seront prises. En trois directions, à part plus ou moins égales. Un milliard d'euros servira à diminuer les cotisations sociales qui baisseront ainsi à 25 %. Par ailleurs, 900 millions seront dégagés pour financer une baisse de l'impôt des personnes physiques. Enfin, 1 milliard sera consacré aux plus petites allocations sociales – ce qui permettra notamment de rendre le saut d'index indolore pour les pensionnés et les chômeurs aux faibles revenus.

Enfin, un accord est intervenu pour garantir aux coopérateurs d'Arco qu'ils récupéreront 40 % de leurs pertes dans la faillite de Dexia.

Vincent Rocour

135

JOURS

Entre le 25 mai dernier, jour des élections et le 7 octobre, date de l'accord de gouvernement, il s'est déroulé 135 jours, soit quatre fois moins que les 541 jours qu'il avait fallu pour mettre sur pied le gouvernement Di Rupo I^{er}.